

Juin 2014  
volume n° 4 / numéro n° 1  
www.agronomie.asso.fr

# Agronomie

## environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie

Des  
politiques publiques à  
l'efficacité économique des entreprises agricoles :  
quelles synergies entre agronomie et économie ?



Agronomie, Environnement & Sociétés est une revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie (AFA) sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations [www.agronomie.asso.fr/aes](http://www.agronomie.asso.fr/aes). L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons2.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.

## Des professionnels proposent des sujets de collaborations entre agronomes et économistes aux différentes échelles de pilotage des systèmes agricoles

Philippe PREVOST

Secrétaire de rédaction de la revue

Ce texte est une synthèse des témoignages de trois acteurs ressentant le besoin de collaboration entre agronomes et économistes : deux agriculteurs (Joël Cottart, céréalier en Picardie, et Denis Gaboriau, éleveur en Pays de Loire) et un acteur engagé dans les politiques d'évolution des relations entre agriculture et environnement (Jérôme Mousset, Chef du service Agriculture & Forêt à l'ADEME).

Dans leur témoignage, les deux agriculteurs mettent bien en avant l'importance de ne pas dissocier les aspects agronomiques et économiques de leur raisonnement. Mais ils soulignent qu'ils ont toujours à effectuer des arbitrages et des compromis entre des priorités agronomiques et des priorités économiques.

Ainsi, dans le cas du céréaliculteur, plusieurs exemples montrent la complexité des décisions :

- Le choix du non labour peut être à la fois un choix agronomique, pour améliorer la structure et la vie biologique du sol, pour favoriser les implantations des cultures, et un choix économique en réduisant le temps de travail et le coût des équipements. Mais qui dit non labour dit utilisation de glyphosate, pour éviter que le stock semencier d'adventices n'augmente, qui est contradictoire à la volonté de réduire les pesticides. Il faut ici choisir entre labour et glyphosate, selon les priorités : agronomique, environnementale, économique.

- Une des options, pour réduire les pesticides, est de retarder la date de semis des blés à l'automne, ce qui comporte un risque. Ainsi, quand une année il se met à pleuvoir en octobre et qu'on ne peut retourner dans les champs qu'en décembre, on se retrouve avec un écart de rendement de 20 à 30 quintaux entre les blés semés fin septembre et ceux semés dans de mauvaises conditions en décembre.

Une priorité agronomique et environnementale peut ainsi entraîner de fortes conséquences économiques.

- La féverole est une culture légumineuse intéressante dans la rotation, s'intégrant bien dans les chantiers de travail et

ayant de bons débouchés. C'est pourquoi les céréaliculteurs regrettent de devoir l'abandonner à cause de la suppression réglementaire d'une molécule contre les mouches. C'est ici une préoccupation d'ordre environnemental qui modifie l'équilibre trouvé entre agronomie et économie.

- Deux indices peuvent être utilisés pour décrire les exploitations d'un point de vue économique, soit la surface cultivée par actif, soit le volume produit/actif (c'est-à-dire la productivité du travail). Des travaux d'Arvalis ont montré à l'échelle du monde qu'un volume de 2000 T/actif, quelle que soit la surface cultivée, permettait d'être compétitif sur le marché mondial. Maintenir ce niveau de productivité du travail suppose, en cas d'extensification, d'augmenter les surfaces cultivées, ou à l'inverse, en cas de réduction des surfaces cultivées, d'augmenter les volumes produits à l'hectare. L'importance de ces raisonnements économiques pour les entrepreneurs ne peut pas être oubliée lorsque l'on propose des innovations en agriculture.

- Enfin il ne faut pas oublier que c'est la demande du marché qui guide les pratiques des agriculteurs. Quand les meuniers demandent des blés à fort taux de protéines, les céréaliers doivent savoir répondre en faisant les bons choix agronomiques. La sanction du marché est aussi forte en agriculture que dans les autres secteurs.

Ces différents exemples montrent bien que « le métier est très complexe, et tout le monde ne le réalise pas, car on est en permanence en train d'arbitrer, entre le possible et le souhaitable, entre les moyens de production, mécanisation et main d'œuvre, mais aussi les exigences agronomiques, pour arriver à l'optimum dans la combinaison » (J. Cottart). Dans ces différents exemples, l'agriculteur fait ses compromis en fonction de sa situation professionnelle (situation environnementale et de l'entreprise, systèmes de culture, priorités personnelles, etc.) et de l'environnement qui l'encadre (marché, politiques publiques, filière, réglementation, etc.). Une plus grande synergie entre agronomie et économie devrait donc à la fois porter sur le soutien au processus de décision de l'agriculteur et sur les évolutions de l'environnement professionnel à promouvoir pour faire évoluer les pratiques agricoles dans la direction souhaitée par la société.

Pour l'éleveur, l'approche des interactions entre agronomie et économie est moins liée que le céréaliculteur à la question du volume produit, mais beaucoup plus à la recherche d'une productivité nette par actif. Pour lui, le revenu peut être meilleur avec une productivité par animal plus faible si l'autonomie alimentaire et la santé des végétaux et des animaux permettent une forte réduction de charges. De même, une surface de production ou un volume de produit ne signifie pas toujours la meilleure valeur ajoutée du processus productif.

L'agronomie et l'économie devraient travailler, selon lui, beaucoup plus sur les conséquences des choix de systèmes de productions, afin d'avoir des politiques publiques qui ne se limitent pas à la productivité du travail, sans prise en compte de la productivité du capital ou des intrants. Des questions importantes sont posées aujourd'hui par la volonté de produire autrement :



- Comment s'organisent les filières pour favoriser la diversification des espèces sur le territoire, et ne pas se limiter à organiser l'espace productif dans un souci d'approvisionnement de ses entrepôts avec deux ou trois céréales ?

- Combien de valeur ajoutée et de revenu produit un actif avec quelle productivité hors subventions publiques ?

- Comment peuvent se transmettre des exploitations agricoles avec un capital très élevé ?

Pour l'acteur engagé dans des politiques favorisant une meilleure prise en compte de l'environnement dans les pratiques agricoles, toute technique doit, certes, avoir une efficacité économique (bilan entre ce que cela rapporte et ce que cela coûte) et sociale (combien d'emplois à la clé) mais elle doit aussi être neutre sur l'environnement. Si ce n'est pas le cas, il faut alors trouver un mécanisme pour compenser. En agriculture, les dispositifs d'aide visent à compenser les écarts, mais avec la perspective que ces dispositifs d'aide ne soient plus nécessaires à terme (par exemple dans le cas des mesures agro-environnementales).

De son point de vue, la synergie agronomie-économie se situe en différents lieux :

- À l'échelle des territoires, où la combinaison de différents systèmes de production peut permettre les compensations nécessaires entre systèmes. Comme c'est aussi le niveau de décision où les collectivités peuvent apporter leur regard, l'enjeu est de scénariser ces territoires, pour voir à l'horizon 2020-2030 les possibles, non pour prédire, mais pour pouvoir prendre des décisions plus éclairées sur les systèmes de production agricole à développer sur les territoires, en fonction des enjeux et des contraintes. Ces scénarios ne sont possibles qu'avec un travail commun d'agronomes et d'économistes, pour mesurer la performance environnementale et la performance économique avec de bons indicateurs pour les impacts en termes de revenus, d'emplois,... L'idée est ici de construire des stratégies agricoles locales.

- Au niveau de l'innovation dans les mécanismes qui vont créer la transition, car si de nombreuses études sur l'agriculture et l'environnement ont dégagé les grands axes à travailler, la question qui subsiste aujourd'hui est celle de la mise en œuvre : comment parvenir au changement souhaité. Ainsi, les certificats d'économie d'énergie, qui à la base ont été créés pour les logements et les entreprises, et qui visent à capter les consommations d'énergie diffuse, ont progressivement été introduits en agriculture, d'abord chez les serristes, et désormais en élevage. Ce qui est intéressant dans ce cas, c'est qu'il s'agit d'un mécanisme très différent des politiques agricoles, avec un marché financier où les agriculteurs sont amenés à s'organiser pour vendre un effort environnemental. Mais ce dispositif ne fonctionne pas pour prendre en considération des préoccupations d'ordre agronomique, par exemple l'économie d'azote. Il faudrait donc pouvoir envisager un certificat spécifique pour l'économie d'azote, et là, il faut associer agronomes et économistes. La question est alors : quelles sont les techniques agronomiques qu'il faut promouvoir et pour lesquelles il faut quantifier les effets ? Quel est le montant du certificat pour inciter à changer la décision ? Et sur qui faire porter le

certificat : le fabricant ? Le distributeur ? L'agriculteur ? Les transformateurs agroalimentaires ? Car selon le niveau, les effets seront différents.

- Enfin au niveau des outils d'évaluation environnementale proposés dans le cadre de politiques énergétiques et environnementales. C'est le cas de l'analyse de cycle de vie (ACV) qui a été conçue au départ dans l'industrie et qui arrive désormais en agriculture. Il y a ainsi eu des ACV sur les biocarburants et les questions étaient : comment évalue-t-on les impacts indirects des biocarburants, comme les changements d'usages des terres ? Qu'est ce qui se passe dans les usages des sols, en France et dans le Monde, si on développe les biocarburants ? On voit ici que la synergie agronomie-économie est fondamentale, car si on veut sortir du système ou de la filière, il faut des modèles économiques pour apprécier les changements et les impacts en cas de modifications d'occupation des terres. Puis les agronomes peuvent ensuite reprendre ces modèles pour mesurer les impacts en termes d'émission de carbone et de perte de biodiversité.

Ces trois témoignages mettent bien en avant plusieurs sujets de collaboration entre agronomes et économistes, portant à la fois (i) sur les questions d'efficacité économique des entreprises (facteurs de la productivité, critères et indicateurs d'évaluation de la compétitivité, analyse comparée de la triple performance écologique, économique et sociale des différents systèmes agricoles...), et (ii) sur les questions d'environnement professionnel de la production agricole (évolution des marchés, des filières, des politiques publiques, des bases de données comme le RICA, des organisations professionnelles agricoles, etc.). Et dans tous les cas, agronomes et économistes ne devraient plus jamais oublier dans leurs modèles un élément toujours plus essentiel : l'hétérogénéité des choix personnels, sociaux et culturels des agriculteurs ainsi que des types d'exploitations agricoles cohabitant sur un territoire.